

# *l'Anti*capitaliste

n°697 | 29 février 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**NI VIOLENCES PATRIARCALES NI GUERRES IMPÉRIALISTES**



**TOUSTES EN GRÈVE  
ET SOLIDAIRES**

## ZOOM

Palestine. La colonisation à découvert : Israël de nouveau devant la CIJ

Page 2

## ARGUMENTS

Opposons un féminisme internationaliste et lutte de classes

Page 5

## LUTTER

Écologie. Autour de l'A69, une répression brutale pour un projet mortifère

Page 6

## CHAMP LIBRE

Entretien avec Yann, contrôleur et syndicaliste à SUD-Rail

Page 8

## Édito

### Qui sème la misère agro-industrielle récolte la colère paysanne!

Par **MANU BICHINDARITZ**

**M**ardi 27 février, les agriculteurEs menés par la Confédération paysanne ne sont pas trompés de cible en allant occuper le stand de Lactalis au Salon de l'agriculture, y déployant en particulier une banderole « *Droit au revenu paysan* ». Trois jours plus tôt, c'est la visite de Macron au Salon qui avait été on ne peut plus mouvementée: l'ouverture du Salon reculée, les forces chargées de le protéger bousculées, le président de la République largement hué...

En effet, le mouvement agricole qui secoue le pays depuis un mois ne se satisfait pas des plans de communication du gouvernement et des petits effets d'annonce. Face à la colère qui ne faiblit pas, Macron a dû se résoudre à annoncer l'objectif de mettre en place « *des prix planchers qui permettront de protéger le revenu agricole et de ne pas céder à toutes les pratiques les plus prédatrices qui aujourd'hui sacrifient nos agriculteurs et leurs revenus* »... cela sous le regard de Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture qui, il y a à peine un mois, n'y voyait là que « *des mesures démagogiques* » portant « *une concurrence déloyale* »!

Un retour à la raison de la part de la macronie qui, en novembre dernier, avait voté contre une proposition de loi de LFI défendant la mise en place de ces prix planchers? En réalité, on ne connaît pas encore les modalités de cette mise en application — si mise en application il va y avoir — et la gauche paysanne a raison de se méfier de Macron et des capitalistes de l'agro-industrie. Une catégorie dont fait bien partie Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA... et du groupe Avril, dont le chiffre d'affaires était proche des 9 milliards en 2022! Certes, encore loin des 28 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2022 du géant mondial du lait, un certain Lactalis qui avait ainsi détrôné Danone du fauteuil de leader français de l'agroalimentaire... Des profits indécentes d'un côté, des travailleurs pauvres de l'autre, on connaît cette histoire par cœur. Pour un partage des richesses, seule la mobilisation peut payer: pour établir des prix planchers garantissant la rémunération du travail et de la protection sociale; pour stopper les accords de libre-échange, outils de la mise en concurrence généralisée; pour la suppression des dettes et la lutte contre l'accaparement des terres agricoles, le refus de leur concentration autour de fermes-usines autant que le combat contre l'artificialisation.

### Bien dit

*Le nombre de fruits et légumes européens dans lesquels des résidus de pesticides PFAS ont été détectés a presque triplé entre 2011 et 2021.*

Rapport sur les résidus de pesticides PFAS dans les fruits et légumes en Europe

<https://www.generations-futures.fr/wp-content/uploads/2024/02/residus-de-pesticides-pfas.pdf>

nédite, l'inauguration du Salon de l'agriculture le 24 février n'avait pourtant rien d'inattendu. Pour la première fois, les CRS ont dû déambuler dans les travées pour empêcher les agriculteurEs en colère d'approcher Macron, dont le programme a été retardé de 4 heures. Mais le président de la République nous a tant habitué à ses coups de com', ses sorties méprisantes et ses leçons de morale, il a tant allumé de foyers de contestation, que la surprise est limitée!

### Un gouvernement fragile qui profite à l'extrême droite

Tant de limites ont été franchies que ce Salon de l'agriculture marque autant une rupture qu'il apparaît comme la synthèse des sept années de mandat écoulées et le symbole de la crise politique de la macronie. Moins d'un mois après la fin d'un remaniement fleuve étalé sur des semaines de polémiques sur le service public de l'Éducation, l'image donnée par le président et son Premier ministre est celle d'une grande fragilité!

Bardella ne s'y est pas trompé qui, dès le lendemain au même endroit, pouvait parader et se présenter comme l'anti-Macron dans un silence poli, presque bienveillant comparé aux huées de la vieille, affirmant: « *Je n'ai qu'un seul adversaire dans ces élections européennes, c'est Emmanuel Macron* ». L'extrême droite n'a pas manqué l'occasion de se présenter comme la meilleure réponse au libéralisme de la bande à Macron.

### Annonces et coups de com' contre revendications

Les agriculteurEs continuent de construire le rapport de forces (voir notre édit). Ce sont aussi les enseignantEs et personnels de l'Éducation qui, dans le 93, réclament un plan d'urgence. Le 26 février, jour de rentrée, ils et elles étaient en grève, reconduite le soir même après une manifestation à plus de 700 à Paris près de

# Le travail doit payer!

*Face à la colère légitime des agriculteurEs, le gouvernement a fait la sourde oreille et continue d'égrener sa politique antisociale. Imposons-lui nos choix sociaux et écologiques.*



Des agriculteurs et des agricultrices se sont rassemblés sur la place de la gare à Sélestat le 30 janvier 2024. PHOTO THÈQUE ROUGE

l'établissement Stanislas! Dans les hôpitaux, ça craque de partout, et cela se voit! À l'école, c'est compliqué! Et dans les boîtes, à la SNCF ou dans les boîtes privées, pour avoir de bonnes NAO, il faut faire grève! Le mouvement social apprend et s'organise.

Gabriel Attal annonce encore une fois des attaques sociales, notamment sur l'assurance chômage, croyant sans doute qu'il aura la stabilité pour mener à bien ces projets. À défaut, nous savons que ce pouvoir compte sur la communication, les hommages nationaux ou des panthéonisations, comme celle de Missak et Mélinée Manouchian le 21 février, ou encore sur la rhétorique guerrière — contre-feu ou ballon d'essai — censée évoquer la « grandeur de la France », comme Macron en a usé propos de l'envoi de troupes en Ukraine le 26 février.

Tout cela ne pourra faire oublier que les actes concrets de la

macronie vont toujours dans le sens des riches et du maintien de l'ordre social sans répondre jamais aux urgences sociales et écologiques.

### Augmenter les salaires et garantir les revenus

Le gouvernement est fragile! Ne laissons pas le terrain à Bardella et ses amis. Le rapport de forces peut permettre de faire bouger les lignes, comme le montrent les agriculteurEs toujours en mouvement, exigeant des réponses concrètes et rapides, ici en France, mais aussi dans bien d'autres pays européens, comme à Bruxelles où le 26 février les tracteurs ont bloqué les rues. Oui, le travail doit payer! En France et partout en Europe. Des prix planchers rémunérateurs pour les produits agricoles doivent être garantis à l'échelle de l'Union européenne. C'est la seule manière d'assurer les

mêmes droits pour toutEs et une production agricole dirigée vers la qualité en circuit court et la satisfaction des besoins... plutôt que celle du marché et de la libre concurrence!

Oui, le travail doit payer! En France et partout en Europe. Il faut imposer que les salaires soient indexés sur l'inflation. Les inégalités sont insupportables et nous aurons deux occasions de le dire par la grève et la manifestation: le 8 mars, pour la grève féministe, contre les violences et pour l'égalité des droits et des salaires; le 19 mars pour la journée de grève intersyndicale de la fonction publique! Ces mobilisations peuvent être des points d'appui dans la perspective de construire une alternative politique, unitaire et radicale, face à l'extrême droite et aux politiques libéricides et libérales.

**Fabienne Dolet**



### Solidarité avec les UkrainienNES!

Samedi 24 février, deux après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, plusieurs milliers de manifestantEs, à l'appel notamment du mouvement syndical, dans de nombreuses villes et à Paris ont exprimé leur solidarité avec le peuple ukrainien. Le NPA était présent avec le RESU (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine) pour exprimer son soutien à la population ukrainienne qui lutte contre l'impérialisme russe et les politiques libérales de Zelinsky.

PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

# PALESTINE La colonisation à découvert : Israël de nouveau devant la CIJ

Par un hasard des calendriers, et dans le contexte tragique du massacre perpétré par Israël dans la bande de Gaza, la question palestinienne s'invite de nouveau au sein du palais de la Paix à La Haye, se retrouvant en moins d'un mois le point de mire de la justice internationale, après avoir été jetée aux oubliettes pendant plus de deux décennies.

Alors que la Cour internationale de Justice a eu à se prononcer en urgence le 26 janvier 2024 sur l'existence d'un risque de génocide des Palestiniens de Gaza, elle siège depuis le 19 février 2024 dans le cadre d'une tout autre procédure, précédant celle initiée par l'Afrique du Sud. En effet, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté le 30 décembre 2022 une résolution constatant les innombrables violations systématiques par Israël des droits humains du peuple palestinien. D'un détail glaçant — allant des détentions arbitraires et exactions à l'encontre de civils jusqu'à la mise à mal de la continuité territoriale palestinienne et l'expansion de la colonisation, en passant par la pratique de rétention des dépouilles mortelles — la résolution conclut à la nécessité d'une saisine de la CIJ. La Cour devrait donc rendre, sous plusieurs mois, un avis consultatif sur la légalité de l'occupation par Israël des territoires palestiniens depuis 1967.

## Une occupation illégale

Des délégations de 52 États et plusieurs organisations se succèdent pour exprimer leurs positions à ce sujet.

La délégation palestinienne, ainsi que plusieurs autres États notamment du Sud global, ont méthodiquement démontré l'illégalité de l'occupation par Israël des territoires palestiniens. En droit international, l'occupation d'un territoire ne peut être que temporaire. Ainsi, la puissance occupante ne peut réclamer la



Manifestation en soutien à la Palestine à Strasbourg le 24 février 2024. PHOTOTHÈQUE ROUGE

possession de ces territoires et a pour obligation de ne pas y provoquer de changements permanents, en les administrant dans le meilleur intérêt de leurs habitants. En ce sens, l'occupation israélienne est parfaitement illégale. Datant de plus de 55 ans, elle n'a aujourd'hui plus rien de temporaire et constitue tout bonnement une colonisation. Les autorités israéliennes ne s'en cachent pas, que ce soit par la politique d'expulsion des Palestiniens aux fins de « judaïsation » de Jérusalem ou par l'expansion de la colonisation en Cisjordanie.

## Des conclusions restées lettre morte en 2004

La délégation palestinienne a également insisté sur les violations des droits humains et les discriminations subies par les Palestiniens constituant un système d'apartheid. Elle appelle à un arrêt immédiat de l'occupation et de la colonisation et, à cette

fin, à une nécessaire coopération de la communauté internationale, devant mettre fin à ses relations avec Israël — pour le dire autrement, à un boycott de l'État hébreu.

Conformément à son traditionnel rejet de toute intervention de la justice internationale, Israël n'a pas jugé opportun de présenter une délégation à la Cour. Il s'est contenté de produire un mémoire de cinq pages insistant sur la nécessité d'un règlement de conflit de manière bilatérale, argumentaire repris par les États-Unis. Une procédure similaire avait été initiée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2004 concernant la construction du mur en Cisjordanie. La Cour avait alors conclu que la construction de ce mur entravait la liberté de circulation et les droits fondamentaux des Palestiniens et était conçu aux fins d'un changement démographique du territoire palestinien, notamment à Jérusalem-Est. Vingt ans après,

on ne peut que constater que ses conclusions sont restées lettre morte et ont été globalement rejetées par les autorités israéliennes et américaines.

## Défier le silence et construire la solidarité

Alors qu'attendre de ce nouveau verdict de la CIJ sur la situation coloniale en Palestine ? Au vu de son précédent avis consultatif, il paraît quasi certain que la Cour conclura à l'illégalité de l'occupation et à la violation par Israël de ses obligations découlant du droit international. Il apparaît également quasi certain que Israël n'en tiendra absolument pas compte. Cependant, et tout comme cela a été le cas avec l'ordonnance du 26 janvier 2024, cet avis interviendra dans un contexte d'isolement d'Israël et d'un véritable accroissement du mouvement de solidarité internationale pour la décolonisation de la Palestine. Cet avis pourrait ainsi servir de nouveau levier pour continuer à mettre la question palestinienne au centre des préoccupations internationales, à amplifier le mouvement du boycott par la reconnaissance internationale du régime d'apartheid et à maintenir la pression pour exiger des sanctions à l'encontre d'Israël. Mahmoud Darwish, dont les mots ont été repris par un avocat de la délégation palestinienne avait très justement dit : « Dans le silence, nous devenons complices. Quand nous parlons, chaque mot peut changer le monde ». Et le silence n'est en effet plus une option.

Marie Louise

## No comment

# Entre l'URSS et le Far West, il y a un équilibre

GABRIEL ATTAL, le 27 février sur RTL, à propos des prix planchers agricoles, les distinguant de ceux que LFI avait soumis au vote de l'Assemblée nationale le 30 novembre 2023 et à laquelle il avait alors manqué 6 voix.

## Agenda

**Samedi 2 mars, conférence de Jean-Jacques Marie sur le centenaire de la naissance de l'opposition de gauche en URSS, Paris.** À 14h30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine dans le 12<sup>e</sup>.

**Samedi 2 mars, manifestation de solidarité avec le peuple palestinien, Paris.** À 14h30, à République.

**Vendredi 8 mars, journée de grève féministe pour le droit à l'avortement, Paris.** À partir de 16h30, devant le Sénat.

**Samedi 9 mars, manifestation de solidarité avec le peuple palestinien.** Infos à venir.

**Dimanche 10 mars, rencontre librairie du NPA 18<sup>e</sup> avec Aurore Koechlin sur la gynécologie, Paris.** À 14h30, à la Régulière, 43, rue Myrrha, M<sup>o</sup> Château-Rouge.

**Mardi 12 mars, réunion publique du NPA, Grenoble.** À 20h, salle 150 MDH Le Patio, Tram A Arlequin, Grenoble Villeneuve.

**Samedi 16 mars, rencontre de La Brèche sur les racismes d'État avec Olivier Le Cour Grandmaison, Paris.** À 17h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine dans le 12<sup>e</sup>.

**Samedi 16 mars, manifestation contre les violences policières.** Infos à venir.

**Samedi 23 mars, réunion publique du NPA sur la lutte contre l'extrême droite avec Ugo Palheta, Béziers.** À 17h, à la Cimade, 14, rue de la Rotonde.

**Samedi 23 mars, manifestation contre le racisme et le fascisme.** Infos à venir.

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES

# Faux prétextes et vraie discussion

Après trois rencontres, La France insoumise a adressé au NPA un courrier affirmant selon eux que « nos discussions ont fait émerger une série de désaccords [...] trop importants pour garantir notre capacité commune à mener une campagne cohérente ». Pourtant, comme le montrent les nombreuses réactions qui ont suivi, le débat sur les contours d'un rassemblement d'une gauche de combat ne fait que commencer...

Dans son courrier, LFI pointe « une divergence importante à propos de la perspective d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, sujet qui sera un des principaux thèmes de la future campagne des européennes », nous reprochant de ne pas être « contre ». Nous pensons d'abord qu'il est problématique de faire de cette question un enjeu central de la prochaine campagne, d'autant plus que la position défendue ouvre la voie à l'illusion des frontières qui protègent, fussent-elles celles de l'UE, et au renforcement des courants réactionnaires du repli sur soi. De plus, dans le contexte de l'agression impérialiste russe, nous ne voulons pas être celles et ceux qui tiennent fermée à clé la porte de l'UE, alors que la gauche sociale et politique ukrainienne cherche des points d'appui dans la lutte contre Poutine et le néolibéralisme imposé par le pouvoir ukrainien et les grandes puissances. Rejetant cette construction européenne capitaliste au sujet de laquelle nous n'avons aucune illusion, nous avons cherché un compromis auquel il ne nous a été opposé

qu'un diktat à devoir fermement et clairement nous engager dans cette campagne commune « contre l'adhésion de l'Ukraine ». Pourtant, on s'étonnera d'apprendre que la ligne rouge tracée par LFI n'en est pas une ! Dans les discussions avec Génération.s en vue d'un accord, cette question était totalement absente du projet de protocole (Génération.s étant globalement favorable à cet élargissement de l'UE). Par ailleurs, il est évident que si, comme le défendait LFI il y a quelques semaines, une liste de l'ensemble de la Nupes conduite par EÉLV avait vu le jour, sa position n'aurait de toute façon pas pu être celle que porte aujourd'hui LFI...

## Choisir la rupture avec le système

Derrière ces faux prétextes, les vraies raisons sont donc à chercher ailleurs. Donner corps à un cadre de rassemblement, même électoral, nécessite un minimum de clarification à gauche. La Nupes s'était construite sur la base d'un rapport de forces issu du succès de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon autour d'une ligne de rupture

partielle avec le système, d'un programme antilibéral. C'est d'ailleurs ce qui rendait possible l'inscription du NPA dans une campagne commune pour les élections européennes, d'autant plus en l'absence des principales forces de gestion du système.

C'est ce choix entre deux orientations contradictoires à gauche qu'il faut confirmer, convaincu qu'un tel rassemblement viable, stabilisé dans la durée, peut saper les bases du développement de la menace de l'extrême droite. Au-delà du NPA, en portant un mauvais coup contre l'unité, LFI ne prend pas à cette étape ses responsabilités pour initier le rassemblement nécessaire, que rend pourtant urgent la poussée ultra-réactionnaire et fascisante à l'échelle européenne.

Ces discussions, pour avancer vers un regroupement unitaire et radical dans les urnes comme dans la rue, nous voulons les continuer avec toutes les forces — y compris LFI —, avec toutes celles et ceux qui sont orphelins d'une gauche de combat qui dépasse largement nos rangs.

Manu Bichindaritz

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **L'Anticapitaliste.org**

## L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et de  
communication.  
SARL au capital  
de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

## LA RÉUNION « 100 000 emplois » maintenant : l'emploi, c'est un droit !

Alors que le chômage touche plus de 18 % de la population active à la Réunion, des militantEs proches du NPA lancent un appel pour 100 000 emplois dans l'île. Extraits et explications.

« La bataille pour l'égalité des droits entreprise par les organisations syndicales et politiques anticolonialistes face aux insuffisances de la départementalisation commence par là : le droit à l'emploi ! S'il y a 7 % de chômeurs en France, pour quelle raison y en aurait-il bien davantage à la Réunion ? Nous estimons, comme la Constitution l'affirme, que l'emploi est un droit et non un sous-produit de l'économie capitaliste. Nous estimons que la Réunion ne doit plus être enfermée dans le sous-emploi chronique, que ce dernier est un cancer qui ronge notre société. C'est pour cette raison que nous estimons que 100 000 emplois doivent être créés à la Réunion. »

La Réunion vit dans l'orbite française depuis plus de trois siècles. Après avoir été un relais pour l'impérialisme français dans l'océan Indien pour la conquête des Indes, il est devenu, dans le tourbillon des décolonisations d'après-guerre, département français en 1946, de même que les Antilles et la Guyane.

Or, notre île est toujours dans une situation de colonie dépendante sans pouvoir véritablement imaginer son futur. Nous demeurons enfermés dans la fausse alternative « prospérité dans la dépendance ou misère dans l'émancipation ».

### Ni prospérité ni émancipation

Malgré nos 75 ans de départementalisation, nous restons une sorte de comptoir colonial héritier des plantations et de l'exploitation négrière. Bref, nous n'avons pas vraiment la prospérité et pas du tout l'émancipation. Nous ne produisons qu'une faible part de ce que nous mangeons, en restant otages pour l'essentiel de grands groupes commerciaux, et nous ne fabriquons à peu près rien des produits de consommation courante qui nous sont nécessaires. Pire, les enseignes commerciales, les vendeurs de voitures, les banques et les assurances, le secteur immobilier nous entraînent dans un type de consommation inutile ou incompatible avec l'avenir de notre île et celui de la planète.

### Chômage de masse

Alors que nous importons des masses de produits, des milliers, des dizaines de milliers de travailleurs sont sans emploi ou confinés dans des tâches subalternes et mal payées. Qu'ils soient, hommes ou femmes, jeunes ou vieux, qualifiés ou non, touTEs croisent tôt ou tard la voie du chômage ou du sous-emploi. C'est ainsi que près de 100 000 allocataires du RSA se débattent dans la survie et sont chaque jour davantage menacés par des dispositions législatives de plus en plus restrictives. La Réunion est véritablement l'endroit où l'on fait la guerre aux chômeurs et pas au chômage ! Les conséquences de ce chômage structurel de masse sont d'ordre économique et social : conditions de vie dégradées, mauvaise alimentation, difficultés à se loger...

C'est pourquoi, comme le dit notre appel « 100 000 emplois c'est aussi ce qui correspond à de multiples besoins dans tous les domaines, logement, agriculture, énergie, transports, services publics, culture. C'est nécessaire pour affronter le dérèglement climatique déjà trop présent. [...] Nous appelons l'ensemble des responsables, des militants des organisations syndicales, des associations, des partis qui se situent du côté des exploités à se saisir de cette revendication, à la décliner chacun sur son secteur, à la populariser massivement, à en faire un puissant étendard de luttes, d'actions et de projets ».

**Les camarades de la Réunion**

## ESPAGNE En Galice, derrière la victoire du PP, les bons résultats des nationalistes

L'opposition de droite en Espagne a conservé le contrôle de la petite région du nord-ouest du pays. Le Parti populaire (PP) a obtenu 47,5 % des suffrages aux élections régionales du 18 février, soit la majorité absolue.

La bonne campagne menée par le BNG (Bloc nationaliste galicien), ainsi que la supposée nervosité attribuée au PP, ont alimenté des attentes. En fin de compte, le PP a validé sa majorité absolue en Galice, démontrant qu'il dispose d'une base électorale et sociale solide. [...] Le PP continue à être hégémonique en Galice. Bien que minoritaire dans les grandes villes de l'ouest et dans les quartiers populaires, sa capacité polyclassiste en fait une formidable machine politique, qui a gagné dans 94,2 % des municipalités. Il a réussi à lier le gouvernement autonome, la Xunta, au parti de telle manière qu'il a construit un régime dont la persistance n'est comparable qu'à celle de la CSU (Union chrétienne-sociale) en Bavière.

Cependant, le niveau de mobilisation de la classe ouvrière galicienne est élevé. Il existe en Galice un tissu syndical et social fort, qui articule les conflits économiques dans le domaine de l'entreprise et de la vie publique.

### Opposition à la modernisation conservatrice du PP

La montée du BNG ne peut être comprise que dans le cadre d'une tendance de la société galicienne à la « stabilisation polarisée ». Le BNG représente l'opposition

à la modernisation conservatrice du PP. Il entretient des liens étroits avec la jeunesse, la classe moyenne intellectuelle urbaine et la classe ouvrière, et domine le premier syndicat de Galice, la CIG. Il dispose d'un réseau bien établi de conseillers dans toutes les villes. Il a également la capacité de nationaliser les mobilisations internationales, comme celle en faveur du peuple palestinien. Il opère comme un facteur de résistance aux offensives des capitalistes dans les entreprises, tout en cherchant un pacte de « modernisation progressive » avec le capital galicien et en s'insérant dans la logique du nationalisme basque et catalan postindépendance, qui cherche à renégocier le statut et les privilèges de ses territoires de façon « interclassiste ».

Le BNG est passé de 118 000 voix en 2016 à près d'un demi-million huit ans plus tard. Un résultat qui peut être comparé à ceux du PT brésilien ou du PCI historique, partis avec lesquels il partage cette nature bifrons d'un parti national-populaire basé sur la conciliation de classe dans la sphère politique, mais construit sur une certaine dynamique de conflit contrôlé dans la sphère sociale.

La faiblesse du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) en Galice, vieillissant et condamné à être



un appareil en crise permanente dont le pouvoir local génère des problèmes internes, consolide le rôle du BNG comme opposition fourre-tout.

### Ouvrir des horizons alternatifs

Sumar et Podemos ont disparu à jamais en Galice et ne se relèveront jamais. L'establishment, au sens large du terme, ne peut être efficace en tout temps et en tout lieu, quelles que soient les circonstances politiques : l'opportunité d'En Marea a disparu à jamais et ne reviendra pas. Le prétendu « espace de rupture galicien » du cycle 2012-2016 n'est plus qu'un souvenir.

Une réflexion stratégique est nécessaire afin d'ouvrir des

horizons alternatifs pour celles et ceux qui aspirent à générer une gauche anticapitaliste, écosocialiste, internationaliste et révolutionnaire. Il s'agit de chercher des groupes militants, de renforcer les collectifs, de chercher à se relier de manière critique mais non sectaire à la base sociale du BNG, de renforcer la formation de secteurs organisés, capables de préparer des réponses à long terme à la crise écologique et à la reproduction capitaliste, qui, malgré la prétendue normalisation de la politique galicienne, est le grand spectre de notre époque.

**Brais Fernández y Xaquín Pastoriza, Anticapitalistas**

Version intégrale à lire sur Viento Sur ([vientosur.info](http://vientosur.info))

## SÉNÉGAL Les calculs électoraux de Macky Sall

La Cour constitutionnelle vient d'infliger un cinglant démenti à Macky Sall en refusant d'avaliser la prolongation de son mandat présidentiel. Cela ne l'empêche nullement de continuer ses manœuvres.

La famille libérale a fait taire ses divergences pour préparer un coup tordu. Le parti du président, l'Alliance pour la République (APR), et le Parti démocratique sénégalais (PDS) ont voté la mise en place d'une commission d'enquête visant deux juges du Conseil constitutionnel accusés de corruption.

### Préserver le régime

En cause, l'interdiction pour Karim Wade, leader du PDS, de se présenter du fait de sa double nationalité franco-sénégalaise. Saisissant ce prétexte, Sall avait différé les élections. Aussitôt la coalition libérale votait une loi repoussant les élections à la mi-décembre 2024 et prolongeant le mandat présidentiel. Chacun y trouvait son compte : le PDS pour tenter de remettre en selle son candidat, et le camp présidentiel pour affiner son plan électoral au vu de prévisibles résultats médiocres du Premier ministre Amadou Ba.

Leur but est de construire une coalition libérale visant au second tour à faire barrage à Bassirou Diomaye Faye, le candidat de substitution d'Ousmane Sonko. Si les deux dirigeants nationalistes sont en prison, Faye conserve son éligibilité, contrairement à Sonko, et semble être un des favoris de ce scrutin.

### Manœuvres en tous genres

Au vu de leur position sur les coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger, les puissances occidentales ne pouvaient pas faire moins que de prendre leurs dis-



Karim Wade. DR

tances avec les manigances de Macky Sall. Certainement sensible à cette situation, la Cour constitutionnelle, dans son rendu du 15 février, déclare que le président ne peut aller au-delà de la fin de son mandat, soit le 2 avril, et enjoint les autorités à organiser les élections dans les plus brefs délais. Macky Sall a déclaré qu'il respecterait cette décision. Depuis, plus rien... ou plutôt si, l'ouverture d'un dialogue national qui s'accompagne de la libération de quelques centaines de prisonniers politiques sur plus d'un millier. Cette concertation nationale risque d'être une gageure entre celles et ceux qui souhaitent le maintien de la liste des candidats et celles et ceux qui ambitionnent la présence de Wade aux élections. Elle peut être aussi l'objet d'un marchandage, avec

en ligne de mire la libération de Bassirou Faye voire d'Ousmane Sonko.

La plupart des candidats refusent ce dialogue et exigent une date pour le scrutin présidentiel. Même position pour la coalition « Aar Sunu Élection » (Protégeons notre élection) organisatrice d'une manifestation samedi dernier rassemblant des milliers de personnes. Il est clair que Macky Sall est prêt à aller jusqu'au bout pour maintenir en place ce régime. Il n'a pas hésité à réprimer dans le sang les manifestations, emprisonner les opposantEs, fermer des médias, couper internet et dissoudre le PASTEF (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), le parti de Sonko. Il a plongé le pays dans une grave crise politique et tente de continuer dans la même voie pour protéger une élite soucieuse de son seul avenir.

**Paul Martial**

### À lire sur le site

**En Alabama, une nouvelle attaque réactionnaire contre les femmes,**  
par Dan La Botz





# NI ORDRE PATRIARCAL NI DÉSORDRE IMPÉRIALISTE

## OPPOSONS UN FÉMINISME INTERNATIONALISTE ET LUTTE DE CLASSES

Face à l'accélération des conflits guerriers, les femmes sont en première ligne. Elles sont aussi fortement touchées par les inégalités sociales que le capitalisme destructeur engendre. Construire un mouvement féministe autonome, internationaliste en lien avec le mouvement ouvrier passe par la construction de la grève du 8 mars. Dossier coordonné par la CNIF.

### Le 8 mars, construisons la grève des femmes

Le 8 mars, des organisations féministes, politiques et syndicales du monde entier appellent à la grève des femmes et des minorités de genre. Le 8 mars, faisons grève du travail productif, reproductif, salarié comme gratuit. Le 8 mars, ne nous rendons pas sur nos lieux d'études.

Depuis 2016, la grève des femmes est au centre des mobilisations féministes : en Argentine, une mobilisation massive avec un appel à la grève était organisée à la suite du meurtre d'une jeune de 16 ans, faisant le lien entre les violences faites aux femmes et les violences du capitalisme. Depuis le 8 mars 2017, l'appel international à la grève met en avant cet outil comme une arme contre la surexploitation des femmes et les violences.

#### Grève du travail productif et reproductif

S'il est essentiel de faire grève du travail salarié, c'est pour dénoncer la surexploitation subie par les femmes. Davantage exposées à des emplois précaires et dévalorisés, les femmes, en France, représentent 60% des CDD et touchent 28,5% de salaire en moins, sont victimes de

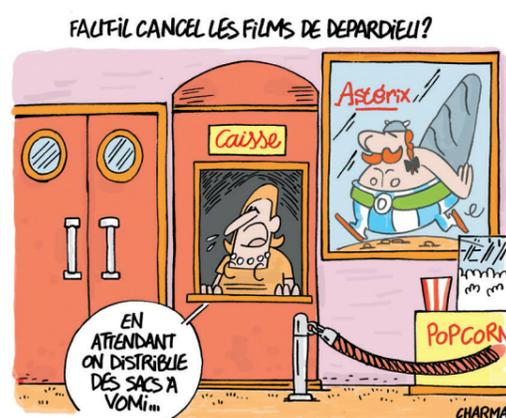
temps partiels imposés, du plafond de verre et de violences sexistes et sexuelles au travail.

En parallèle, la grève du travail reproductif, c'est arrêter toutes les tâches permettant de faire vivre la société et qui sont essentiellement endossées par les femmes : l'éducation, les repas, le ménage, le soin... Ces tâches sont effectuées gratuitement, contraignant les femmes à une double journée de travail. Nous, féministes, voulons rendre visible l'invisible : cela représenterait 42 milliards d'heures en France chaque année, 10 900 milliards de dollars dans le monde. Mais le travail reproductif est aussi salarié (cantine, personnels de ménage...) et ce sont souvent les femmes racisées qui y sont employées, avec des salaires de misère et des conditions de travail dégradées.

Cette grève du 8 mars est essentielle, car l'assignation des femmes au travail reproductif fonde notre oppression, nous imposant de rester dans le cadre familial, d'effectuer des tâches gratuites ou peu rémunérées nécessaires au maintien du système capitaliste. C'est l'occasion de porter des revendications autour des violences économiques et de la double journée de travail, et plus globalement de porter un coup au système capitaliste et patriarcal.

#### La grève, un outil essentiel pour construire un rapport de forces contre le patriarcat

« Quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête ». Grâce à notre nombre et notre place dans la société, la grève féministe permet de construire un rapport de forces et de dégager du temps pour se rencontrer et s'organiser face au patriarcat.



Grâce à notre nombre et notre place dans la société, la grève féministe permet de construire un rapport de forces

C'est une occasion importante pour dire stop aux violences faites aux femmes et aux minorités de genre, alors que 94 000 femmes subissent viols ou tentatives de viol chaque année et que le président de la

République ose défendre publiquement Depardieu, un agresseur multirécidiviste. Le 8 mars, nous défendrons aussi le droit à disposer de nos corps : IVG, PMA, transition. C'est mon corps, c'est mon choix !

Dans l'histoire, des grèves de femmes ont retenti par leur force. Le 24 octobre 1975 en Islande, une grève nationale des femmes (entre 90% et 95% de femmes grévistes) a bloqué les entreprises et les institutions, permettant d'obtenir satisfaction sur une série de revendications. Le 8 mars 2018 dans l'État espagnol, près de 5,3 millions de personnes étaient en grève. En France, l'arc syndical appelant à la grève s'élargit. De plus, le mouvement contre les violences faites aux femmes prend de l'ampleur, comme cela s'est exprimé après les révélations sur Depardieu et depuis avec le #MeToo Cinéma. Enfin, dans plusieurs villes, des structures se créent et se coordonnent pour permettre l'auto-organisation du mouvement féministe. Le 8 mars, tousTEs en grève : parlons-nous, regardons-nous, révoltons-nous !

### Solidarité avec les femmes en lutte du monde entier

Par sa dimension internationale, la journée du 8 mars constitue une occasion pour exprimer notre solidarité avec les femmes en lutte dans le monde entier, d'autant plus dans un contexte marqué par l'émergence de nouveaux conflits inter-impérialistes et la présence insupportable de la guerre sur différents continents.

En Palestine, au Soudan, en Ukraine, au Rojava, en Iran comme au Chiapas, les femmes sont en première ligne dans la défense du droit des peuples à l'autodétermination et dans les combats contre les agressions impérialistes. Mais elles sont aussi les premières victimes des conflits armés et leurs conditions de vie peuvent atteindre un seuil dramatique.

#### Les femmes et la guerre

Dans les guerres contre les populations civiles, les femmes « ne sont plus des victimes occasionnelles, dont l'agression représente une sorte de sous-produit de la guerre, elles sont devenues des adversaires désignées ». D'une façon générale, les conflits armés augmentent

la violence contre les femmes et les personnes LGBTI. L'utilisation du viol comme arme de guerre s'associe à une amplification des violences sexuelles ainsi qu'à une très forte exposition des femmes aux risques de pauvreté. C'est le cas notamment à l'est de la République démocratique du Congo, dans le contexte d'un conflit entre les différentes milices militaires. En Ukraine, selon Amnesty international, la guerre d'invasion russe a un effet néfaste sur la santé mentale, physique et reproductive des femmes.

Le contexte de la guerre entraîne partout une amplification des actions visant à contrôler les corps des femmes, soit dans le sens d'une atteinte à la production de la vie, soit dans le sens

Le contexte de la guerre entraîne partout une amplification des actions visant à contrôler les corps des femmes, soit dans le sens d'une atteinte à la production de la vie, soit dans le sens d'une injonction à engendrer de la chair à canon.

d'une injonction à engendrer de la chair à canon. Le projet de « réarmement démographique » de Macron s'inscrit dans cette logique de biopouvoir, c'est-à-dire d'un pouvoir patriarcal et capitaliste qui soumet la vie aux règles de compétition, d'optimisation et de mise en concurrence du marché. Les guerres impérialistes apparaissent alors pour ce qu'elles sont, le stade suprême du capitalisme, la façon trouvée par les puissances du monde pour

essayer de dépasser les crises d'approvisionnement et d'accumulation du capital.

#### En Palestine, les femmes premières victimes d'une guerre génocidaire

En Palestine, les femmes accouchent dans des conditions inhumaines et endurent d'innombrables souffrances en raison de l'absence d'anesthésie et d'accès aux soins. Cette atteinte à la vie et à la mise au monde s'inscrit dans une volonté plus globale de destruction du peuple

palestinien. La démolition des principales infrastructures de Gaza, les déplacements forcés, les maladies et l'impossibilité d'accéder aux biens essentiels pour la vie entraînent une crise humanitaire sans précédent. En faisant face aux agressions brutales de l'armée, en préservant les enfants et les liens sociaux et familiaux dans une situation de deuil permanent, les femmes palestiniennes s'illustrent par leur courage et leur détermination dans la résistance depuis plus de 75 ans d'occupation coloniale par l'État d'Israël.

#### Grève féministe contre l'impérialisme et le patriarcat

Le 8 mars, nous appelons à une grève féministe internationale pour dénoncer la

barbarie des guerres impérialistes entraînant une exacerbation des oppressions et des inégalités de genre. Nous construisons des actions unitaires et de solidarité envers les femmes et les minorités de genre confrontées aux privations et aux abus de la guerre, en Palestine, en Ukraine, au Soudan, au Congo et dans le monde entier.

Les femmes refusent d'être réduites au rôle de victimes collatérales de la guerre ou de cibles désignées. Nous revendiquons la place des femmes dans les prises de décision dans le cadre des conflits mondiaux. Nous réaffirmons l'importance d'un mouvement des femmes international et autonome qui s'oppose à l'ordre social capitaliste, impérialiste et patriarcal.

## ÉDUCATION

# Des moyens pour l'inclusion!

*L'inclusion s'invite dans la rue, s'impose dans la grève, dans et devant les écoles! En l'espace de quelques semaines, les enseignantEs, les parents d'élèves et les associations de la métropole rennaise (et du département 35) sont montés au créneau pour exiger des moyens pour réussir l'inclusion!*

**A** Rennes, dès le 4 décembre 2023, l'école élémentaire Villeneuve est en grève pour dénoncer le manque de moyens alloués à l'inclusion d'enfants en situation de handicap. Puis c'est au tour de l'école Joseph-Lotte le 15 janvier. À la manif du 1<sup>er</sup> février, nombreuse et combative, une banderole proclame «*École inclusive, c'est comme la galette, on la veut complète*»!



### L'une après l'autre, les écoles se manifestent!

Quelques jours plus tard, face au manque d'AESH (accompagnant d'élève en situation de handicap), confrontés à une administration qui prétend ne pas pouvoir recruter (c'est presque un aveu, ils le disent autrement, mais qui voudrait travailler à ce prix-là!) les parents d'élèves de l'école Jules-Issac à Rennes décident, par dérision, de publier une annonce sur Le Bon Coin pour recruter directement unE AESH. Le 6 février, c'est à Saint-Grégoire, près de Rennes, que les parents se mobilisent. Les 8 et 9 février, c'est l'école maternelle de la Poterie, toujours à Rennes, qui se met en grève pour protester, là aussi, contre un manque d'AESH. La résistance s'organise. Et le 20 février, les enseignantEs, les parents d'élèves et la coordination Handicap 35 appellent à un rassemblement à 16 h 45 devant le conservatoire du Blossne, un quartier du sud de la ville, classé REP+, où les écoles Torigné, Henri-Wallon et Guillevic protestent elles aussi contre le manque de moyens pour l'inclusion.

### Partout, le manque de moyens!

Car la pénurie est générale! Il manque dans le département des dizaines d'équivalents temps plein d'AESH (40 rien que sur Rennes sud!), ainsi que près d'un millier de places en IME (instituts médico-éducatifs)! Des enfants orientés vers les IME sont affectés, faute de place, dans des écoles qui ne sont pas en mesure de les accueillir dans de bonnes conditions. Il faut ajouter à cela que les ravages des politiques de réduction des moyens, les années passées, se font sentir: pas d'infirmierEs scolaires, disparition des RASED (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, comprenant psychologues et rééducateurEs): les rares postes d'AESH sont donc dévolus aux enfants en situation de handicap les plus en difficulté, laissant un grand nombre d'enfants à besoins particuliers sans aucune aide!

Dans toutes ces mobilisations, parents d'élèves et enseignantEs ont à cœur d'affirmer qu'ils sont favorables à l'inclusion, mais exigent que les moyens suivent, faute de quoi c'est la souffrance qui est au rendez-vous, à commencer par celle des élèves en situation de handicap. Toutes et tous exigent des postes d'AESH et soulignent que ce corps doit être professionnalisé, avec formation et salaire à la clé! Les protagonistes de cette mobilisation sont prêts à reprendre la lutte dès la rentrée de mars.

**CorrespondantEs**

## ÉCOLOGIE

# Autour de l'A69, une répression brutale pour un projet mortifère

*Désastreux pour les terres agricoles, les zones humides, la biodiversité, le projet d'autoroute entre Castres et Toulouse, mené par l'entreprise NGE-ATOSCA, est un non-sens écologique, socialement injuste. L'A69 imposera un péage important et isolera de nombreux territoires.*

**L**e long du tracé, la lutte s'organise autour d'arbres centenaires menacés de coupes illégales. Les écureuilEs ont planté leurs tentes dans les branches, harcelés jour et nuit par les forces de l'ordre.

### Le rapporteur de l'ONU alarmé par les méthodes répressives

Orchestrée par le préfet du Tarn, Michel Vilbois, la répression est massive, disproportionnée, illégale. De jour comme de nuit, les forces de l'ordre exercent un harcèlement permanent, tirs de grenades, enfumage par combustion de matériaux divers (bois, plastiques, pneus), privation de sommeil, de ravitaillements en eau et nourriture... Plusieurs collectifs et associations ont déposé plainte contre X le 16 février pour «*mise en danger volontaire de la vie d'autrui*».

Deux «*centaures*», blindés ultramodernes de maintien de l'ordre, et une quinzaine de camions de la gendarmerie mobile empêchent ceux d'en bas de s'approcher des arbres et font peser une menace permanente sur la ZAD de la Crém'Arbre.

Des interpellations brutales, des procédures judiciaires abusives cherchent à affaiblir la détermination des écureuilEs et de leurs soutiens.

Alerté sur «*les méthodes de maintien de l'ordre employées contre les militants pacifiques sur le chantier de l'A69*», qu'il jugeait «*alarmantes*», le rapporteur de l'ONU, Michel Forst, s'est rendu sur place. Il a assisté en direct



à l'interpellation musclée d'un écureuil par les gendarmes de la CNAMO (Cellule nationale d'appui à la mobilité). Son rapport est attendu.

### Nouvelle occupation et recours juridiques

L'occupation sur le terrain va se poursuivre, un nouveau site, la Cal'Arbre, encore préservé, est occupé depuis vendredi.

À l'Assemblée nationale, une commission d'enquête parlementaire va examiner les aspects juridiques et financiers du dossier d'autoroute A69, dans lequel d'importantes zones d'ombres ont été identifiées. Les macronistes, majoritaires, ont imposé Jean Terrier, député du Tarn

et farouche partisan de l'A69, comme président de la commission. Une nouvelle marque d'arrogance et de mépris!

Plusieurs démarches juridiques sont en cours. La Voie est Libre a attaqué les autorisations environnementales accordées au projet d'A69. Elle conteste la raison impérative d'intérêt public majeur et l'absence de recherche sincère et sérieuse d'une alternative (routière et ferroviaire) à ce projet autoroutier.

La destruction de 260 arbres d'alignement routier multicentennaires sans autorisation et l'absence d'état des lieux d'une zone humide par Atosca avant le démarrage des travaux ont fait l'objet de plaintes aux pénal.

Malgré l'appel des scientifiques toulousains de l'Atecopo, celui des 2000 chercheurs, dont les auteurs du Giec, Valérie Masson-Delmotte et Christophe Cassou, face à l'urgence climatique, le gouvernement Macron a choisi son camp. Artificialisation des sols, encouragement à la voiture individuelle, soutien aux bétonneurs, en utilisant une répression brutale. Mais les majorités de gauche, Carole Delga présidente de la région Occitanie, Christophe Ramond président du conseil départemental du Tarn, portent aussi une lourde responsabilité.

### Suspendre le chantier, c'est l'urgence!

Depuis plus d'un an, la lutte contre l'A69 a pris une ampleur nationale. Pétitions, prises de position d'élusEs et de scientifiques, recours juridiques, manifestations massives, campagnes d'information, déambulations carnavalesques, occupations d'arbres et installations de ZAD sur le tracé nourrissent cette lutte. Collectifs et associations ont un même objectif: l'abandon pur et simple du projet.

Aujourd'hui leur demande est claire: contre le passage en force, il faut un moratoire immédiat du projet avec la suspension du chantier pour laisser le temps à la justice d'examiner les recours, aux parlementaires de la commission d'enquête de mener leurs travaux et aux oppositions d'être entendues. Ne rien lâcher!

**Dominique (NPA 81)**

## SANTÉ

# Série noire aux urgences psychiatriques du CHU de Toulouse

*Depuis 25 ans les gouvernements successifs s'acharnent à détruire et à démanteler petit à petit l'hôpital public. Il est aujourd'hui au bord du gouffre. La situation de la psychiatrie, parent pauvre de l'hôpital, est encore pire.*

**A**u CHU de Toulouse les professionnels des urgences psychiatriques alertent depuis des années: trois mouvements de grève depuis 2019, de nombreuses procédures de danger grave et imminent déposées par les représentantEs du personnel. En 2022 ceux-ci écrivaient: «*Nous avons atteint un point de non-retour, si rien n'est fait, nous nous retrouverons face à des drames, voire à des morts*». Durant toutes ces années la direction de l'hôpital et celle de l'ARS d'Occitanie se sont contentées d'affirmer leur mépris allant jusqu'à traiter les grévistes de preneurs d'otages.

### Des patientEs à l'abandon, le personnel traumatisé

Dans la nuit du 10 au 11 février, une patiente contentionnée a été agressée sexuellement par un autre patient. Cette même nuit, une autre a été violée dans les toilettes du hall des urgences. La direction du CHU s'est empressée de communiquer sur le fait que les effectifs «*étaient au complet*», comprendre c'est la faute à pas de chance. Le 14 février un patient s'est donné la mort aux urgences psychiatriques. Il attendait une place depuis 10 jours sur un brancard dans un bureau de

consultation. Depuis les 2/3 de l'équipe sont en arrêt maladie, traumatisés.

Face à cette série noire la direction de l'ARS et le ministère n'ont pas pu garder le silence, et nous avons alors assisté au défilé des hypocrites. «*On ne savait pas*», «*je n'ai jamais vu ça*», «*il faut agir*». La situation était dénoncée par les personnels depuis des années, à Toulouse comme ailleurs. Le manque de places d'hospitalisation dans le secteur public est criant, et les cliniques trient leurs patientEs à l'entrée, ne prenant quasiment aucunE patientE hospitaliséE sous contrainte, et préférant évidemment ceux muniEs d'une mutuelle pouvant les payer, et de préférence avec une pathologie pas trop lourde. Chaque semaine le taux d'occupation des urgences psychiatriques atteint plusieurs fois 200% voire 250%. Ces patientEs restent alors sur des brancards, dans des bureaux, en attente d'une place, pendant de longs jours.

### Construire le rapport de forces

Nos directions enchaînent désormais les belles paroles, mais nous ne sommes pas dupes, et nous savons que ces paroles ne

seront suivies de réels effets que grâce au rapport de forces. Pour recruter dans les hôpitaux, la solution est simple: améliorer les conditions de travail, avec une réduction du temps de travail à 32 heures par semaine, augmenter réellement les salaires, financer les études des personnels paramédicaux. Le ratio lits publics/lits privés en Haute-Garonne est intolérable: 400/1100. Nous demandons la nationalisation de ces cliniques privées, ainsi que la création de trois nouveaux secteurs de psychiatrie afin de répondre aux besoins de la population. Encore une fois nos directions se retrouvent avec du sang sur les mains. Il est urgent d'agir, nous sommes toutes et tous concernés.

**Pauline Salingue**

### À lire sur le site

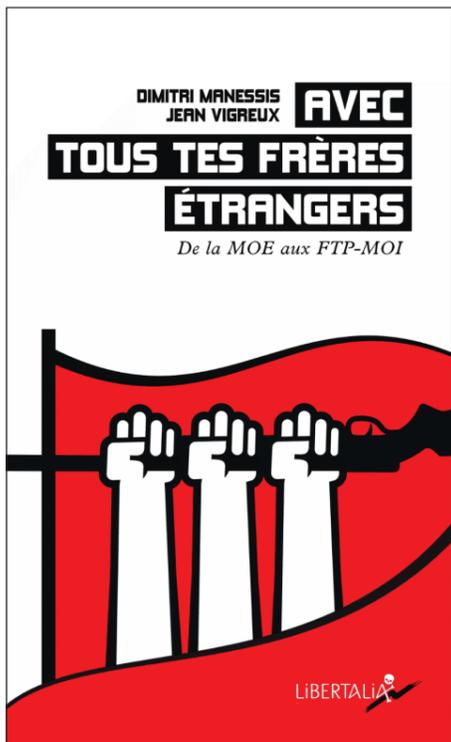


**Droit à l'information. Contre la raison d'État, solidarité avec Julian Assange,**  
par Fernand Beckrich

**HISTOIRE** Avec tous tes frères étrangers. De la MOE aux FTP-MOI, de Dimitri Manassis et Jean Vigreux

Éditions Libertalia, 2024, 272 pages, 10 euros.

**A** lors que tout le monde connaît désormais Missak et Mélina Manouchian après leur panthéonisation le 21 février 2024, beaucoup moins de personnes connaissent l'histoire de la MOE (main-d'œuvre étrangère) qui deviendra la MOI (main-d'œuvre immigrée) puis FTP-MOI.



**Unir les prolétaires de tous les pays**

Après la boucherie de la Première Guerre mondiale qui a causé la mort de plus d'un million d'hommes, jeunes pour la plupart, ainsi que des milliers d'invalides, la France a besoin de main-d'œuvre pour faire tourner les usines et reconstruire le pays. L'État fait appel à des immigrés qui arrivent de toute l'Europe fuyant le fascisme, pogroms et génocide, régimes autoritaires mais aussi la famine. La CGTU dans un premier temps, puis le PCF, aident et organisent cette main-d'œuvre étrangère (MOE) pour unir les prolétaires de tous les pays et lutter contre la xénophobie ambiante. C'est d'ailleurs pour cette raison que le PCF souhaite substituer le terme « immigrée » à « étrangère » jugé moins connoté à l'époque, MOE devenant alors MOI.

Dimitri Manassis et Jean Vigreux reviennent sur l'organisation dès 1920 de ces immigrés italiens, polonais, arméniens, espagnols qui pour certains intégreront en 1942 les FTP (Francs-tireurs et partisans) pour conduire des groupes de guérilla urbaine (assassinats de responsables nazis et de collabos, pose de bombes, déraillement de trains...) un peu partout en France et lutter contre l'occupant nazi.

**Une force essentielle dans la Résistance**

C'est un livre passionnant qui s'appuie sur de nombreuses sources et archives (du PCF, de la police, avec l'accès désormais possible à celles du Komintern...) et qui montre à quel point les travailleurEs immigrés ont été une force essentielle dans la Résistance et qu'en plus des 23 martyrs du groupe Manouchian-Bocsov fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien, ils et elles sont nombreux à avoir été traqués, torturés, déportés, guillotins ou fusillés. Il est très utile de raconter cette histoire surtout en ces temps de montée de racisme et de xénophobie, parce que « résister se conjugue toujours au présent », comme le disait Lucie Aubrac citée dans les dernières pages du livre.

À lire aussi leur précédent livre sur Rino Della Negra, jeune footballeur du Red Star qui intégra les FTP-MOI du groupe de Manouchian : *Rino Della Negra, footballeur et partisan*, toujours aux éditions Libertalia.

**Béatrice Walylo**

**ESSAI** Pourquoi les femmes ont une meilleure vie sexuelle sous le socialisme, de Kristen Ghodsee

Plaidoyer pour l'indépendance économique. Traduit de l'anglais par Charlotte Nordmann et Laura Raim. Lux éditeur, 2020, 256 pages, 10 euros.

**Q** uel rapport entre socialisme, partage des tâches et épanouissement sexuel ? En compilant plus de vingt ans de recherches sur la condition des femmes avant et après l'effondrement du bloc de l'Est, Kristen Ghodsee nous amène, dans ce livre paru en 2020<sup>1</sup> et qui sort le 7 mars en version poche, à considérer en quoi le capitalisme nuit, surtout, gravement aux femmes.

**Féminisme et socialisme**

S'il est courant de penser que les grandes avancées féministes sont le fait de sociétés capitalistes, c'est bien dans le bloc de l'Est, et malgré des disparités au sein des différents pays, que des droits tels que l'avortement, le divorce, la contraception, l'accès à l'emploi ou à l'éducation des femmes ont été acquis. C'est d'ailleurs souvent en réaction à ces avancées que les pays de

l'Ouest se sont alignés : beaucoup de progrès scientifiques étant le fait de femmes soviétiques éduquées, il était indispensable d'élargir, à l'Ouest aussi, le champ des possibles. Dans des pays où les frais de garde, de soin, ou encore d'éducation étaient à la charge de l'État, où le retour à l'emploi à la suite du congé maternité était garanti, il était d'autant plus simple pour une femme de ne pas choisir entre carrière et vie de famille, et de ne pas se vendre comme simple marchandise.

**Le capitalisme jusque dans la chambre à coucher**

Dans une société où tout se paye, la garde de jeunes enfants ou de parents malades incombe généralement aux femmes. Dès lors, il est presque impossible de choisir de travailler suffisamment pour gagner sa vie et le seul choix viable reste de trouver un homme pour



subvenir aux besoins de la famille. Dans cet état de fait, impossible de quitter un mari violent, ou pour lequel il y aurait simplement désamour. Le sexe devient une monnaie d'échange au sein du couple, échange dans lequel la

femme vend son corps contre sa subsistance. Dans un tel déséquilibre de rapport, l'épanouissement sexuel des femmes est souvent la dernière des préoccupations, la récompense n'étant pas son plaisir mais sa rétribution implicite. De nombreuses études relayées au fil de ces pages rapportent d'ailleurs que les femmes de l'ancien bloc de l'Est étaient globalement plus heureuses et libres, sur ce point-là, avant la chute du mur.

À travers des anecdotes personnelles, des sondages et des études sociologiques, ce livre de Kristen Ghodsee nous démontre en quoi, définitivement et sur tous les plans, le féminisme sans lutte des classes, c'est du développement personnel.

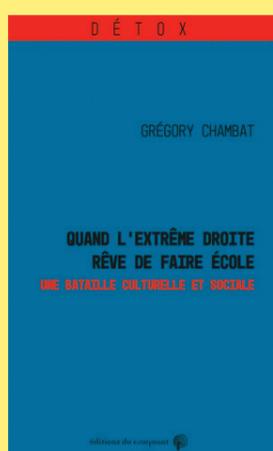
**Cyrielle L.A.**

1 - Ce livre faisait partie de la (célèbre) sélection de Noël 2020 de la librairie La Brèche : <https://lanticapitaliste.org/opinions/culture/des-livres-lire-et-offrir-la-selection-de-la-librairie-la-brèche>

**ESSAI** Quand l'extrême droite rêve de faire école, de Grégory Chambat

Une bataille culturelle et sociale. Éditions du Croquant, 2024, 200 pages, 10 euros.

**E**n ouvrant son livre par une citation de Zemmour pendant la dernière campagne présidentielle (« la bataille culturelle et politique se joue avant tout à l'école »), Grégory Chambat, déjà auteur de plusieurs livres défendant le projet d'une école émancipatrice, pose le sujet. Les forces les plus réactionnaires, au cœur desquelles l'extrême droite politique, mènent depuis plusieurs années leur bataille pour l'hégémonie autour des questions d'éducation, et leurs idées progressent : prétendue restauration de l'autorité, amplification du tri social, instrumentalisation de la laïcité à des fins racistes (en particulier islamophobes), etc.



Ce livre arrive donc à point nommé pour mener le combat. Sa concision ne l'empêche pas de balayer un large spectre de la question. Sa dimension historique, remettant en perspective l'institution scolaire et ses fonctions depuis la Révolution française. Les axes de l'offensive idéologique menée par les extrêmes droites pour mettre sur pied une « école identitaire » (enfants issus de l'immigration qui seraient trop nombreux, critiques de la pédagogie, de l'héritage de Mai 68, jusqu'au « wokisme » et au féminisme). Un tableau de la maltraitance de l'école par les extrêmes droites, depuis le régime de Vichy jusqu'aux municipalités actuellement détenues par le RN, en passant par d'autres coins du globe (le Brésil de Bolsonaro, Orbán en Hongrie, l'alt-right étatsunienne, Erdogan en Turquie). La dernière partie du livre cherche à « poser les bases et les priorités d'une riposte collective capable de stopper l'extrême droitisation de la société... ». En mettant en mouvement les différents niveaux de résistance à l'offensive dangereuse que nous connaissons — luttes syndicales,

pédagogiques, culturelles... — Grégory Chambat nous montre que, comme souvent, la meilleure défense reste l'attaque. Pour « toutes celles et ceux qui ne se satisfont pas de l'école telle qu'elle est et luttent pour un système éducatif émancipateur dans une société égalitaire », cette lecture est indispensable.

**Manu Bichindaritz**

**BD** Résister et fleurir, de Jean-Félix Chénier et Yoakim Bélanger

Écosociété, collection Ricochets, 2023, 176 pages, 26 euros.

« **R**ésister et fleurir » est le slogan figurant sur la banderole, emblème de la ZAD du quartier Hochelaga à Montréal. « Les résidentEs du secteur se mobilisent pour défendre un terrain vague, où la nature a repris ses droits, contre la construction d'un terminal de transbordement de conteneurs. Bruit, poussière et vibrations 24 heures sur 24... Le projet de Ray-Mont Logistiques, emblématique de la mondialisation économique, fait craindre le pire. Quel pourrait être le point de bascule dans cette lutte citoyenne ? En quoi les utopies peuvent-elles être le moteur d'une communauté ? Comment contrer la destruction des écosystèmes ? »<sup>1</sup> Tel est le sujet que le professeur de sciences politiques propose à ses élèves confinés. En visio, donc. Le prisme de la discussion avec des jeunes réduits à de petites vignettes affichées sur la page/écran permet certes une certaine fluidité, une distribution facile de la parole, une succession et une juxtaposition de points de vue — dont nous avons toutes et tous appris à nous accommoder. Au point que nous avons fini par considérer que cela pouvait ressembler à un échange ordinaire ? Malgré tout, l'absence de contradiction,

de désordre, de bruit, si nécessaires à une saine controverse, ne risque-t-il pas de nous laisser sur notre faim ?

C'est donc en bon ordre que se déroule l'échange entre les jeunes et leur professeur, qui ancre leur réflexion politique et philosophique sur le terrain concret d'une lutte en train de se mener, de ses objectifs et de ses pratiques. La boucle est bouclée avec cet ouvrage, comme une mise en abîme, qui raconte cet engagement en étant partie prenante de celui-ci, qui décrit une situation à laquelle il participe, notamment en reprenant à son compte une forme d'esthétique — avec des aquarelles douces et colorées — très proche de ce que nous pouvons rencontrer dans les luttes écologistes en France, notamment avec les Soulèvements de la Terre et leurs chimères en lutte qui guident nos cortèges au travers des campagnes et du bocage.

**Claude Moro**

1 - Présentation éditeur.



**Les Théories sur la plus-value de Karl Marx enfin disponibles !**



Les éditions sociales rééditent le livre 4 du *Capital* ! Pour soutenir cette initiative, précommandez sur la boutique en ligne ([boutique.editionssociales.fr](http://boutique.editionssociales.fr)) avant le 4 avril ou envoyez un courrier avec vos informations et un chèque (Les éditions sociales, 21 rue Mélingue, 75019 Paris) et recevez chez vous votre exemplaire pour 60 € (au lieu de 70 €), frais de livraison offerts avec le code theories2024. Le tirage est limité à 500 exemplaires.

« éditions sociales »

# SNCF « Jean-Pierre Farandou est bien conscient que la situation sociale est explosive »

**Pourquoi y a-t-il eu deux grèves, celle des contrôleurEs et celle des aiguilleurEs ?**

Depuis la grève contre la réforme des retraites la colère n'est pas retombée mais nous assistons, concernant le processus revendicatif, à une sorte de repli catégoriel.

Malgré des tentatives syndicales pour lancer un mouvement de grève de l'ensemble des cheminotEs autour des négociations annuelles obligatoires (NAO), il existe une sorte de défiance envers les mouvements perçus comme généraux. Sentiment qui a été renforcé dans l'esprit des cheminotEs par l'obtention de victoires revendicatives à l'échelle d'une corporation, avec l'exemple de la grève victorieuse de décembre 2022 des contrôleurEs et aiguilleurEs ou bien celle des aiguilleurEs et aiguilleurEs qui ont obtenu des avancées salariales en juillet 2022. Ces deux professions, fortes de ces succès partiels, veulent aujourd'hui aller chercher une certaine reconnaissance de la direction et surtout de nouvelles avancées salariales après huit ans de gel des salaires à la SNCF.

**Les revendications des contrôleurEs et des aiguilleurEs sont-elles si différentes ?**

Sur le fond les revendications sont identiques, reconnaissance du métier, de ses spécificités, de la pénibilité. Tout ça avec en toile de fond la question des salaires. Tout comme les salariéEs des raffineries, les cheminotEs n'ont pas digéré le recul de l'âge de la retraite. Dans l'esprit de beaucoup il est inconcevable de travailler jusqu'à 64 ans, d'où l'idée d'aller chercher des mesures spécifiques par métier puisque le mouvement d'ensemble n'a pas permis de gagner.

Il existe aujourd'hui dans les chantiers une sorte de leitmotiv : « On ne veut pas diluer nos revendications avec d'autres ». Cette impression d'être plus fort autour de l'identité métier est très présente et elle est accentuée par les multiples réorganisations qu'a connues la SNCF.

**Cette impression d'être plus fort autour de l'identité métier est très présente et elle est accentuée par les multiples réorganisations qu'a connues la SNCF**

Aujourd'hui unE contrôleurE et unE aiguilleurE n'ont plus les mêmes patrons. Le premier dépend de la Société Anonyme (SA) Voyageurs, tandis que le second a pour employeur la SA

**Entretien.** Après la grève des contrôleurEs du 16 au 19 février et celle des aiguilleurEs des 23 et 24 février, Yann, contrôleur et syndicaliste à SUD-Rail, explique la situation, après huit années de gel des salaires, et esquisse les possibles suites du mouvement.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Réseau. Je serai tenté de dire à chaque patron sa grève.

**Pourquoi la direction veut-elle négocier pour l'ensemble des salariéEs et agentEs de la SNCF ?**

Jean-Pierre Farandou est bien conscient que la situation sociale est explosive avec les JO dans un futur proche. Il doit solder l'ardoise laissée par Guillaume Pépy et ses huit années d'austérité salariale. Pour cela, il compte négocier un nouveau « pacte social » tout en continuant à maîtriser la masse salariale. Cet objectif n'est pas compatible avec des négociations par métier. C'est ce qui explique, malgré la très forte mobilisation des contrôleurEs et aiguilleurEs que la direction ait préféré aller au conflit, avec toutes les conséquences pour les usagerEs, plutôt que d'envoyer un signal de faiblesse qui pourrait encourager d'autres catégories professionnelles à entrer dans l'action.

**Comment les cheminotEs se sont-ils organiséEs pour ces deux grèves et quelles suites pensent-ils donner ? Quelles sont les difficultés qu'ils et elles rencontrent pour mobiliser ?**

Pour les cheffEs de bord, l'appel à la grève est parti du Collectif national des ASCT (Agent du service commercial Train) en lien avec SUD-Rail. Cet appel a circulé via les réseaux sociaux et les structures militantes. Compte tenu de l'écho très favorable qu'a rencontré cet appel, la CGT et la CFDT ont elles aussi appelé à la grève, la CFDT levant son préavis trois jours avant le week-end. Chez les aiguilleurEs la situation est un peu différente, le week-end d'action a été appelé uniquement par SUD-Rail malgré des sollicitations en direction des

autres organisations pour un appel commun, la CGT a décliné, ayant appelé un mois auparavant à la grève sur des mots d'ordre quasi identiques.

Concernant les suites à donner à ces mouvements, il est clair que dans un monde idéal il faudrait pousser à une mobilisation de l'ensemble des cheminotEs mais de nombreux obstacles se dressent devant cette mobilisation. En premier, l'absence d'unité syndicale pèse lourdement dans la balance, et la situation ne devrait pas évoluer avant les élections aux conseils d'administration qui se dérouleront au printemps. En second lieu, il faudrait parvenir à tordre le coup à cette idée qu'on est plus fort entre collègues exerçant le même métier, que tout le corps social cheminot réuni.

Ce ne sera pas simple tant les différents métiers ont leurs propres identités et histoires. D'un métier à l'autre, il peut exister de très fortes disparités concernant le taux de syndicalisation par exemple ou être très présent le sentiment que ça ne sert à rien de faire grève car le métier n'a pas d'impact direct sur la circulation des trains.

L'enjeu pour les militantes et militants est, en lien avec les collègues, de réussir à trouver des revendications que toutes et tous veulent porter.

La direction est fébrile, pour preuve l'agressivité déployée dans les médias par les plus hauts dirigeants pour discréditer le mouvement des contrôleurEs et aiguilleurEs. À l'approche des JO, on sent bien qu'on peut obtenir un juste retour pour les efforts consentis.

**Comment penses-tu que la direction va se positionner dans la perspective des JO ?**

Depuis plusieurs semaines la direction organise des « tables rondes JO » avec les représentantEs des organisations syndicales majoritaires pour tenter de déminer le terrain. Cependant,

**L'enjeu pour les militantEs est, en lien avec les collègues, de réussir à trouver des revendications que toutes et tous veulent porter**

à la base les collègues sont très remontéEs et attendent avec impatience l'approche des JO. Le plus probable c'est que de nouvelles journées d'avertissement soient adressées à la direction d'ici au mois de juillet. Ce seront autant de coups de semonce avant une grève d'ampleur cet été, si aucune avancée n'est obtenue sur les deux principaux sujets : la pénibilité et l'aménagement des fins de carrière d'un côté et les salaires de l'autre. La marge de manœuvre existe, la SNCF va annoncer quasiment deux milliards de bénéfices pour 2023, les cheminotEs doivent en voir la couleur, sans quoi le trafic risque d'être perturbé.

**Propos recueillis par la rédaction**

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
L\_anticapitaliste  
Lanticapitalist1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**L'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°153 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :  
**L'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.



**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**L'image de la semaine**



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)